

vous invitent à une conférence-débat

en présence de la défenseure mexicaine des droits de l'homme
Diana Iris García de l'ONG FUUNDEC

Disparitions forcées au MEXIQUE

Lundi 25 janvier à 18h30

À la fondation Jean Jaurès

12 Cité Malesherbes, 75009 Paris

(Entrée 59 rue des Martyrs, Métro Pigalle, appuyer sur le P du digicode)



Diana Iris García fait partie du **FUUNDEC (Forces unies pour nos disparus à Coahuila)**, collectif qui regroupe des **familles de disparus** dans l'État de Coahuila, au Nord du Mexique. Ce collectif a été **fondé en 2009**, en réponse à l'incapacité des autorités mexicaines à faire face à la vague de disparitions sans précédent que connaît le Mexique depuis 2006. Ce collectif effectue **informe et sensibilise** sur le sujet, **recherche les disparus** et assure un travail de **plaidoyer afin de changer les lois et dispositifs d'enquête**. À partir de 2011, le FUUNDEC crée le **FUUNDEM (Forces unies pour nos disparus au Mexique)**, réunissant des proches de disparus de tout le pays.

Daniel, le fils de Diana Iris García a disparu en février 2007. Malgré les nombreuses démarches entreprises par la famille auprès des autorités locales, **aucune enquête sérieuse n'a été menée, et on est toujours sans nouvelles de Daniel.** Les parents intégrant le FUUNDEC ont par ailleurs dénoncé à de nombreuses reprises la collusion des autorités avec le crime organisé, les mettant dans une situation de vulnérabilité et de haut risque, dans un pays où les défenseurs des droits humains sont régulièrement menacés, attaqués ou assassinés.

Le phénomène des disparitions forcées auquel fait face le Mexique constitue actuellement **l'une des crises humanitaires les plus importantes en Amérique latine, dépassant largement le nombre de disparitions engendrées par certaines des dictatures les plus emblématiques du continent**, comme celle du Brésil ou du Chili. Selon les chiffres officiels, il y aurait eu un minimum de 26 000 personnes portées disparues sous la présidence de Felipe Calderón, entre 2006 et 2012. Depuis 2013 et l'arrivée au pouvoir d'Enrique Peña Nieto, au moins 9 790 cas de disparitions ont déjà été répertoriés. En septembre 2014, la disparition des 43 étudiants d'Ayotzinapa, dans l'État de Guerrero, a eu un retentissement international et a constitué pour les Mexicains le drame de trop, entraînant une mobilisation sans précédent de la société civile autour de cette question.